



Même s'il n'a pas l'habitude de s'épancher sur la place publique, les nombreux scandales que vit le Cameroun depuis quelques temps, amènent forcément à s'interroger sur l'aphonie que développe le président Biya. Est-ce une stratégie bien pensée ?

L'on n'a pas fini de pérorer sur la dernière actualité relative à la convocation et l'audition kilométrique du directeur général du Port autonome de Douala Cyrus Ngo'o au Tribunal criminel spécial (Tcs). Ceci, suite à une dénonciation écrite de Lazare Atou qui accuse vertement le Dg du Pad des infractions de détournements de biens publics en coaction et complicité, intérêt dans un acte, blanchiment de capitaux et abus de fonction. Suffisamment grave pour que le Dg du Pad puisse s'en sortir sans casse, surtout que le promoteur du cabinet conseil Atou, Lazare Atou, qui s'occupe depuis des années de la gestion et de la sauvegarde les actifs résiduels des ex-Regifercam, ex-onpc et exoncpb indique que, derrière ce qu'on a baptisé au port de Douala, la modernisation, se cacherait un système d'endettement faramineux auprès des banques si bien que celles-ci s'inquiètent, au regard des montants d'argent empruntés qui grimpe à une vitesse faramineuse. L'on y ajoute que c'est d'ailleurs la première fois que le Pad a recours à ce type d'emprunt. Du coup, Cyrus Ngo'o derrière qui on voit la main de Ferdinand Ngoh Ngoh, le ministre d'Etat secrétaire général de la présidence de la République, est accusé de surfacturation dans ce marché. Et que les sommes issues de cette surfacturation sont transférées dans les paradis fiscaux, au grand mépris de la législation en vigueur.

Il faut le dire. Dans cette affaire, se profile en réalité le nébuleux dossier des privatisations et liquidations des anciennes sociétés d'Etat. Aujourd'hui, alors que Lazare Atou voit derrière le dossier de sécurisation du port de Douala une affaire d'un vaste détournement des fonds publics, ses contradicteurs avec à leur tête Ferdinand Ngoh Ngoh tentent de tirer les marrons du feu dans le dossier des actifs résiduels des ex sociétés d'Etat. Une situation à l'origine de ce duel à ciel ouvert entre le clan du ministre d'Etat secrétaire général à la présidence de la République et celui du ministre d'Etat, ministre de la Justice, garde des Sceaux. Seulement, alors que l'opinion publique attend l'arbitrage du chef de l'Etat, celui-ci semble plutôt s'enfermer dans un mutisme incompréhensible. Au point de laisser prospérer des commentaires risqués dans certains salons feutrés de la République.

Sur un tout autre plan, d'autres dossiers tout aussi brûlants requièrent aujourd'hui un arbitrage du chef de l'Etat. C'est le cas avec le Covidgate, tout comme l'affaire de l'attribution de certains marchés liés à la construction des infrastructures destinées à l'organisation de la Can 2019. Autant de dossiers que beaucoup estiment que seule une intervention expresse du président de la République pourra y mettre un terme. Malheureusement, à l'instar de l'affaire Cyrus Ngo'o, personne ne connaît ni le jour, ni l'heure à laquelle l'homme Lion sortira de son silence pour frapper du poing sur la table et départager les 2 camps qui se regardent désormais en chiens de faïence. Dans l'entourage de certains de ses proches collaborateurs aujourd'hui directement dans certains scandales financiers comme l'ont été, dans un passé récent Gérard Emmanuel ondo Ndong et autres Marafa Hamidou Yaya, on estime que ceux-ci, pour faire chanter le président de la République et annihiler de ce fait toute possibilité d'être incarcérés, menacent d'ouvrir la boîte de pandores s'ils sont interpellés. Seulement ces gens, gagnés par la fébrilité et davantage enclins à alimenter une agitation débordante dans les médias, ont oublié une chose : on ne fait pas chanter l'homme Lion.

Source : La Nouvelle
